

De la contestation au pouvoir

Les ressorts de l'ascension électorale de Syriza

Jamais un parti de la gauche radicale d'un pays de l'Union Européenne n'était parvenu à bénéficier d'une popularité comparable à celle de Syriza depuis 2012. N'ayant fait l'objet que d'un faible intérêt des médias jusqu'alors, Syriza était surtout connu des militants des mouvements altermondialistes européens et d'une petite communauté de chercheurs. Après son succès électoral de 2012 et sa victoire de 2015, il est au centre de l'attention médiatique, parfois érigé en mythe, ou au contraire diabolisé. Nous avançons ici quelques pistes d'analyse pour décrypter la construction et les stratégies de Syriza et éclairer les sources de sa victoire aux élections de 2015. La crise financière en Grèce a fonctionné comme structure d'opportunité politique que le parti a exploitée avec succès, profitant du rejet croissant des deux partis alors dominants en Grèce, le Pasok (social-démocrate) et la Nouvelle Démocratie (ND, conservateur). Contrairement à l'idée selon laquelle Syriza a rassemblé grâce à une organisation alternative ou innovante, nous montrerons que Syriza a pu remporter les élections en se dotant de structures caractéristiques d'un parti politique classique, s'adaptant aux règles de la compétition électorale et

LAMPRI NI RORI
Docteure en science politique
(université Paris I),
boursière Marie-Curie
(Bournemouth University-

sachant utiliser à son profit le contexte institutionnel et politique.

Parcours historique de Syriza au sein de la gauche grecque

Syriza, dans la forme organisationnelle que l'on connaît aujourd'hui, est un parti politique très jeune. Il se situe dans la continuité de l'une des deux composantes politiques de la gauche radicale grecque. La période qui suit la transition démocratique de 1974 voit s'affronter la composante orthodoxe marxiste-léniniste (KKE) et la tendance eurocommuniste (KKE de l'intérieur)¹. À l'origine de la scission, on trouve des désaccords autour de la direction politique et de la stratégie organisationnelle que le parti a adoptées avant et

1. Kalyvas S., Marantzidis N., « Greek Communism, 1968-2001 », *East European Politics and Societies*, vol. 16, 2002, pp. 665-690.

après la dictature, pour son action en Grèce comme à l'étranger. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie en 1968, des cadres du KKE actifs en Europe de l'Est sont restés fidèles à la ligne de Moscou, tandis que le KKE de l'intérieur choisissait de s'en détacher. Les conjonctures internationale (la perestroïka) et nationale (le front contre le Pasok, plongé dans les scandales) de la fin des années 1980 ont amené temporairement ces deux partis de la gauche grecque à s'allier au sein de la Coalition de la Gauche et du Progrès en 1988. Une alliance gouvernementale contre nature est formée entre cette coalition et la ND en 1989 : l'objectif était d'engager des poursuites judiciaires contre Andréas Papandréou, leader du Pasok, pour son association à l'entrepreneur, actionnaire et éditeur Koskotas. Mais cette initiative ne remporta pas le succès escompté : seuls deux députés socialistes sont finalement condamnés, tandis que le pays sombre dans une crise politique profonde. Suite à la déroute des élections législatives de 1990, le KKE se retire de la coalition, et perd plus de 40 % de ses cadres.

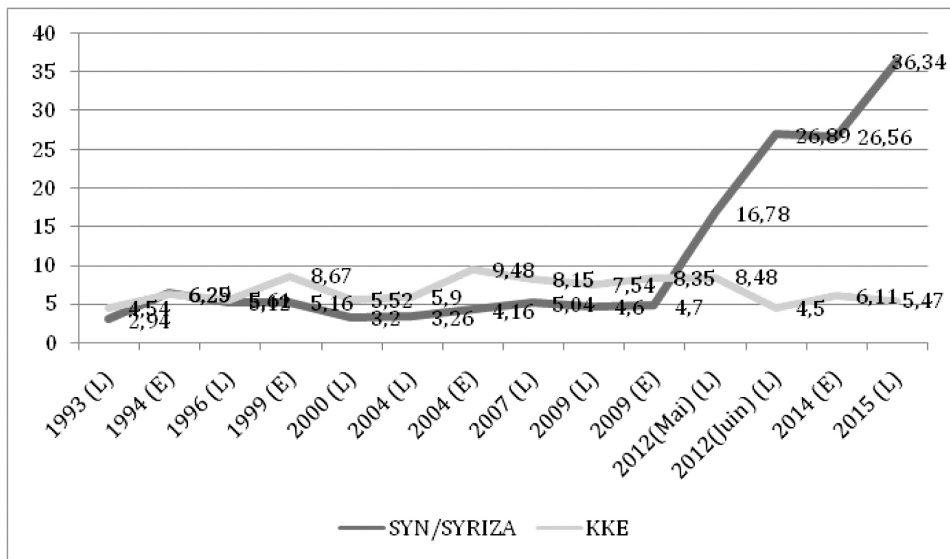
Le Syriza actuel trouve ses racines politiques au sein du Synaspismós (SYN). Constitué en 1992, SYN a absorbé d'anciens membres et cadres du KKE de l'intérieur, des cadres du KKE qui avaient fait scission lors du 13^e congrès de celui-ci (février 1991), des individus et des groupes venant de la gauche social-démocrate, de l'écologie, de la gauche extra-parlementaire et des indépendants. Parti pluraliste de socialisme démocratique, SYN n'adhérait ni à la *doxa* communiste, ni à la social-démocratie. Il militait en faveur d'une économie mixte, et se concentrait

sur des questions de la vie publique, comme les droits démocratiques, l'environnement ou le féminisme². Alors qu'au cours des années 1990, SYN optait pour une stratégie « attrape-tout », la modification du rapport de forces interne au bénéfice d'une frange plus radicale a provoqué un changement de la stratégie et de l'organisation du parti. Au cours des années 2000, il s'est tout d'abord rapproché des nouveaux mouvements sociaux qui voient alors le jour : la mobilisation en opposition à la guerre en Irak en 2003, les mouvements altermondialistes, ceux de solidarité avec les immigrés, les mouvements étudiants (2006, 2007), la violente révolte de décembre 2008. Depuis 2004, il participe aux élections comme coalition politique et électorale de petits partis, groupes et réseaux affiliés à la gauche extra-parlementaire, sous l'égide de la Coalition de la Gauche Radicale (Syriza). Jusqu'en 2012, SYN demeure la composante la plus importante de Syriza.

La crise financière de 2010, le recours de la Grèce au mécanisme de soutien budgétaire de la Banque centrale européenne, du FMI et de la Commission Européenne (les mémorandums), ainsi que les mesures d'austérité qui ont accompagné ces accords ont provoqué une crise sociale et politique profonde qui a remis en cause la légitimité même du système politique. Les protestations massives et souvent violentes qui ont suivi la ratification du mémorandum de 2010, celles du mouvement des *Indignés* en 2011 ou encore d'autres mouvements locaux, ont été l'occasion pour Syriza d'élargir ses réseaux de sympathisants et de militants. Cela a contribué à

2. *Ibid.*

Graphique 1. Les résultats électoraux de la gauche grecque aux élections législatives (L) et européennes (E) de 1993 à 2015.



renforcer ses liens avec des populations qui rejettent de plus en plus massivement les partis de gouvernement classiques. La sanction infligée par une large partie du corps électoral au *Pasok* en premier lieu, et dans une moindre mesure à la Nouvelle Démocratie, pour leur implication dans le vote des mesures d'austérité, a conduit à l'effondrement du bipartisme et ouvert la voie vers le pouvoir à Syriza³.

Les élections législatives de mai et juin 2012 ont marqué l'effondrement du *Pasok* d'une part, la mutation de Syriza d'un parti de contestation à un parti à vocation majoritaire d'autre part. En remportant 16,78 %, puis 26,89 % des suffrages exprimés, ce qui

n'était jusque-là qu'une coalition partisane à l'influence politique et électorale réduite parvient pour la première fois à dépasser le KKE et à devenir ainsi l'acteur dominant de la gauche grecque. Syriza émerge comme la principale force du camp d'opposition aux mesures d'austérité. Son avance dans les sondages depuis décembre 2013, ainsi que sa victoire aux élections européennes de mai 2014 (avec 26,56 % contre 22,72 % pour la ND), laissent présager une victoire au scrutin suivant. Celui-ci a été organisé de manière anticipée le 25 janvier 2015, conséquence de l'incapacité de la coalition gouvernementale en place (*Pasok* et ND), à élire un nouveau président de la République. Avec 36,34 % et 8,5 points d'avance sur la ND, Syriza devient alors le premier parti de gauche radicale à accéder au pouvoir dans l'histoire de l'UE.

3. Rori L., Dinas E., « Élections législatives grecques de 2012 : des élections à hauts risques », *Pôle Sud*, n° 37, 2012/2, pp.173-183.

Tableau 1. Auto-positionnement sur l'axe Gauche-Droite, 1996-2014.

Axe Gauche-Droite	1996	2000	2004	2007	2009	2014
1-4	21,4	22,6	21,8	19,8	21,5	27
5-6	42,8	40,6	36,7	32,4	28,5	44
7-10	26,8	28,2	31,6	28,2	23,5	22
Sans positionnement	9	8,4	9,9	19,8	16,5	7

Source : VPRC, Vernardakis (2011), GPO (2014).

Radiographie des votes Syriza en 2015

Dans un premier temps, Syriza a profité de l'important glissement du corps électoral vers la gauche du spectre politique pendant toute la durée de la crise financière. Sur l'échelle classique d'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite de 1 à 10, la proportion d'électeurs se déclarant à gauche (de 1 à 4) augmente de 21,5 à 27 % de 2009 à 2014, tandis qu'elle augmente de 28,5 à 44 % pour ceux qui se positionnent au centre au cours de la même période. Il est évident que Syriza a bénéficié de ces glissements puisqu'environ 60 % des électeurs le considèrent comme un parti de centre gauche, contre moins de 30 % qui y voient un parti de gauche⁴.

Lors des élections de janvier 2015, Syriza est le parti politique ayant le plus largement mobilisé son électorat (89 % contre 78 % pour la ND et 34 % pour le *Pasok*⁵). Mais il a également recueilli les voix d'anciens électeurs de tous les autres partis. En étudiant le vote en

faveur de Syriza par rapport au vote précédent⁶ – les élections européennes de 2014 – on note le glissement de 12 % des électeurs d'Aube Dorée, 24,1 % de ceux qui avaient choisi l'Olivier (coalition de centre-gauche, ex-*Pasok*), 20,3 % des électeurs de la Rivière (parti du centre, Potami), 22,3 % de ceux du KKE, 20,8 % de ceux des Grecs indépendants, 37,6 % de ceux qui avaient voté nul, blanc ou s'étaient abstenus, et enfin 24,9 % de ceux qui avaient fait le choix d'autres partis. L'hypothèse d'un vote à motivation économique semble à première vue se vérifier pour au moins tous ceux qui sont passés de « l'autre côté » : les pertes de la ND en faveur de Syriza sont le fait d'électeurs qui l'avaient soutenu de manière éphémère lors des élections de juin 2012, possiblement pour tenter d'éviter les conséquences présumées d'une victoire électorale de Syriza⁷. Ces derniers ont cependant été globalement déçus par les résultats de la politique économique

4. Données de GPO, 2013.

5. Données de l'Unité de Recherche d'Opinion Publique et de Marché de l'université de Macédoine, 2015.

6. Données des sondages à la sortie des urnes lors des élections législatives du 25 janvier 2015 par les instituts Metron Analysis, Alco, GPO, Marc, MRB.

7. Konstantinidis I., « En passant de l'autre côté : les transferts directs de la ND à Syriza », *Free Synday*, 07.03.2015.

du gouvernement Samaras, désapprouvant en majorité la hausse des impôts et la politique du mémorandum.

On remarque une relative homogénéisation de l'électorat de Syriza lors des élections de 2015, du point de vue des tranches d'âges, de la géographie et des catégories socioprofessionnelles. Le vote Syriza de 2015 n'est plus celui de la jeunesse comme c'était le cas jusqu'en 2009. Il recueille une majorité de voix chez les personnes de 35 à 54 ans. Syriza étend par ailleurs son influence chez les électeurs de 55 à 64 ans, en multipliant par plus de deux son influence par rapport aux élections de 2012.

S'agissant des catégories sociales, des changements sont également à noter. Jusqu'à la fin des années 2000, l'électorat de Syriza était principalement constitué par des employés du secteur public hautement qualifiés, des travailleurs indépendants et des petits entrepreneurs⁸. De 2012 à 2015, on assiste à une diversification et Syriza élargit peu à peu son influence dans les classes populaires et moyennes. 38,1 % des salariés du secteur public ont voté en faveur de Syriza, et c'est également le cas de 39,5 % de ceux du secteur privé, de 33,5 % des travailleurs indépendants, de 32,8 % des étudiants, de 32,7 % des retraités et de 32,5 % des femmes au foyer. Il en est de même pour 43,5 % des chômeurs. Cette tendance à l'élargissement de son influence se vérifie également chez les agriculteurs, puisqu'ils n'étaient que 5,7 % à voter pour Syriza en mai 2012, mais 21,3 % puis 28,8 % en juin 2012 et janvier 2015.

La montée du vote Syriza s'accompagne par ailleurs d'une relative homogénéisation dans sa répartition géographique. Aux élections de 2012 et de 2014, le parti avait en effet vécu un important déséquilibre entre l'Attique et le reste du pays. En revanche, en 2015, le parti a dépassé les 30 % de suffrages dans les 13 régions du pays. Sa percée dans des bastions de la droite tels que la Macédoine centrale ou la Thessalie est d'ailleurs à souligner. Alors que l'on constate une augmentation de 9 à 13 % du score de Syriza dans toutes les circonscriptions électorales, la hausse de son score en Attique était en moyenne plus faible que pour le reste du pays. Sa percée a cela de différent de celle de 2012 qu'elle est en grande partie tirée par le vote dans les circonscriptions de province. Entre les élections de mai et juin 2012, Syriza avait grandement amélioré ses résultats en Attique, dans les quartiers populaires essentiellement, mais n'était pas parvenu à attirer les électeurs des banlieues moyennes et aisées. Il renvoyait à l'époque l'image d'un parti alimenté par un vote de classe, qui jouissait d'un écho électoral faible dans les classes sociales les plus favorisées. En 2015 au contraire, la hausse de l'influence de Syriza en Attique a été plus forte dans les banlieues de classes moyennes intermédiaires et dans une moindre mesure dans les banlieues de classes moyennes supérieures. Syriza enregistre donc un élargissement de son influence dans les classes moyennes.

Liens sociaux et transformation organisationnelle

Depuis sa fondation, l'objectif du parti était la maximisation de sa force

8. Vernardakis C., 2011, *Partis politiques, élections et système de partis. Les transformations de la représentation politique 1990-2010*, Athènes, Sakkoulas, pp. 108-110, pp. 296-298.

électorale (*vote maximizer party*)⁹. Sa constitution sur la base d'une multitude de composantes est considérée par la direction de SYN comme une réponse au factionnalisme et à l'inversion qui avaient figé le nombre d'adhérents et l'influence électorale du parti à un niveau extrêmement faible¹⁰. La coalition politique et électorale formée par des petites formations politiques de la gauche radicale a établi une forme d'organisation hybride, au sein de laquelle régnait la liberté d'expression et de participation¹¹. Cette structure a facilité les rapports recherchés par l'équipe dirigeante avec les mouvements sociaux et l'activisme de la jeunesse grecque. La Jeunesse de Synaspismós, qui comptait autour de 1500 membres jusqu'en 2012, a constitué un levier important. En fonctionnant à la fois comme trait d'union et comme vivier de recrutement des adhérents et militants des mouvements sociaux, la Jeunesse de Syriza a consti-

tué une véritable pépinière au sein de laquelle une multitude de cadres ont acquis une expérience sociale et politique qui leur a permis d'intégrer progressivement l'équipe dirigeante du parti à partir de 2008. Si la physiologie mouvementiste et proche des organisations de jeunesse constitue une innovation durant les années 2000, la coalition précédant l'éclatement de la crise économique restait pour l'essentiel une structure tenue par les différents dirigeants des composantes qui ne garantissait pas la cohésion politique et des liens organisationnels aux échelons bas du parti.

À la différence du lien politique qui se crée au travers des mouvements sociaux, les tentatives du SYN d'instituer des liens au sein du monde syndical par le biais de l'Intervention Autonome ou du Réseau de Syndicalistes Syriza ont connu des résultats mitigés, autant au niveau du recrutement des cadres que sur le plan de l'influence politique¹². Le changement de direction de Syriza s'accompagne d'une volonté de promouvoir des syndicalistes en son sein. D'une ligne de non-substitution, mais de complémentarité du parti avec les syndicats, Syriza passe à partir de 2012 à une stratégie de regroupement de syndicalistes provenant principalement du *Pasok*, en plaçant des figures réputées sur les listes électorales du parti. Une vague de migration de syndicalistes avait déjà été constatée entre les deux élections de 2012. Elle s'est intensifiée durant la période 2012-2015. En tissant des liens avec les unions professionnelles et le milieu syndical, Syriza élargit sa base sociale afin de se rapprocher du pouvoir.

9. Marantzidis N., « De l'internationalisme prolétaire au nationalisme populaire, et de la gauche modernisatrice aux mouvements sociaux : stratégies de survivance du communisme grec après les années 1990 », *Science et Société*, n° 19, 2008, pp. 211-225. (en grec)

10. Tsakatika M., Eleftheriou C., « The radical left's turn towards civil society in Greece : One strategy, two paths ». *South European Society and Politics*, Vol. 18, n° 1, 2013, pp. 81-99.

11. En 2012, Syriza s'édifie autour de treize composantes : Coalition de la Gauche, des Mouvements et de l'Écologie (Synaspismós) ; Organisation Communiste de Grèce (KOE) ; Gauche Ouvrière Internationaliste (DEA) ; Mouvement pour l'Action Commune de la Gauche (KEDA) ; Citoyens Actifs ; Éco-Socialistes de Grèce ; Groupe Rosa ; Xekinima (Début) ; Mouvement Démocrate Social (DIKKI) ; Rouge (Kokkino) ; Nouveau Combattant (Neos Agonistis) ; Groupe Politique Anticapitaliste (APO) ; Radicaux.

12. Voir Tsakatika et Eleftheriou, *op. cit.*, p. 92.

Hétéroclite et pluraliste, la coalition constituait un outil permettant d'accueillir et de représenter la diversité et les différentes composantes politiques et sociales qui y cohabitaient. Mais elle ne permet progressivement plus de répondre aux besoins de fonctionnement et d'apporter les ressources organisationnelles nécessaires à un parti aux portes du pouvoir.

Durant toute la décennie qui a précédé, en effet, le pluralisme a fonctionné comme une arme à double tranchant : il a constamment plongé le parti dans des divisions politiques qui ont créé une image négative dans l'opinion publique et dans les médias. Le retrait de l'Aile Modernisatrice à l'été 2010, qui a abouti à la création du parti de la Gauche Démocratique (Dimar), a contribué à atténuer les querelles internes qui brouillaient l'identité de Syriza depuis sa naissance. Cela a par ailleurs renforcé le profil dirigeant d'Alexis Tsipras et le radicalisme du parti. Le cadre institutionnel a agi comme *stimulus* extérieur à la mutation de Syriza en parti unifié : la loi électorale prévoit de donner 50 sièges supplémentaires au parti arrivant en tête, ce qui ne s'applique pas aux alliances de partis et groupes politiques. Ainsi, la seconde étape de la mutation de Syriza en parti formel eut lieu quelques jours avant les élections de juin 2012, lorsque la polarisation a contribué à augmenter son influence dans les sondages, faisant de la victoire électorale un scénario possible. Le troisième stade de refonte organisationnelle fut achevé par un acte fondateur formel : Syriza devient un parti lors du congrès de juillet 2013 sous le nom Syriza-Front Social Unifié. Alexis Tsipras, qui était responsable du groupe parlementaire, devient

président du parti avec 74,08 % des voix, tandis que l'élection des membres du comité central a confirmé l'existence d'une opposition interne. La majorité du parti (Le Bulletin Unique) a remporté 67,61 % des voix et 135 sièges et la minorité (Plateforme de Gauche) 30,18 % et 60 sièges. Cet acte fondateur a constitué une étape décisive pour le parti, qui est parvenu pour la première fois à démanteler ses composantes et à unifier ses organisations professionnelles et locales, tandis que le nombre d'adhérents a été multiplié par trois¹³. La professionnalisation, l'organisation au niveau local, la communication et l'élaboration d'un programme ont rythmé la vie interne durant toute la période 2012-2015.

Des stratégies d'alliance à géométrie variable

Contrairement au parti communiste orthodoxe, qui a opté pour une stratégie d'autonomie électorale et syndicale dans l'ère post-soviétique, stratégie qui a permis sa survie électorale et sa position dominante au sein de la gauche grecque pendant une longue période¹⁴, SYN et Syriza n'ont pas suivi de stratégie d'alliance constante au fil du temps. Historiquement, on dénombre trois types de stratégies avant la crise financière¹⁵. La première consistait à augmenter l'influence du parti au travers d'une

13. Spourdalakis M., « The miraculous rise of the Phenomenon Syriza », *International Critical Thought*, Vol. 4, n° 3, 2014, p. 362.

14. Marantzidis N. Rori L., « Changing Objectives, Shifting Alliances : the Greek Communist Party and Party Competition in the Greek 3rd Republic », *Science and Society*, n° 25, fall 2010, pp.95-121. (en grec)

15. Marantzidis N., *op.cit.*, 2008. (en grec)

participation au gouvernement. Elle était défendue par la tendance modérée pendant la période 1990-1993. C'est dans cet esprit qu'une alliance a été scellée avec le Pasok aux élections législatives et municipales de 1990.

La débâcle électorale de 1993, lorsque le parti obtient un score ne lui permettant pas d'entrer au Parlement, suivie d'un changement de direction, ont contribué à modifier sensiblement l'approche des alliances politiques. Pendant la période 1993-2004, SYN a entretenu une relation de concurrence avec le Pasok et adopté la stratégie de la Grande Gauche. L'influence dominante des modernisateurs pro-européens au sein du Pasok, sous la houlette de Costas Simitis, et le départ de SYN d'un groupe de cadres modérés après 2 000 (AEKA), qui se sont progressivement rapprochés du Pasok, ont contraint la direction affaiblie de SYN à chercher le soutien des membres plus radicaux. C'est pour cela que l'on note après 2000 l'instauration d'un dialogue entre différentes composantes de gauche, des formations rénovatrices aux plus radicales, et une tentative de fédérer des fragments de cet espace politique face aux deux partis au pouvoir. Le virage radical de SYN est entériné avec la création de Syriza pour les élections législatives de 2004.

Une troisième stratégie d'alliance est adoptée en 2004 et reste d'actualité après l'éclatement de la crise financière, au cours de laquelle elle prend cependant une autre forme. Elle consiste en une présence systématique et en un soutien aux mouvements de jeunesse et aux mouvements sociaux au sens large. Le succès d'Alexis Tsipras à la mairie d'Athènes (10,51 %) lors des élections municipales de 2006 incarne cette stra-

tégie et a constitué une étape de son parcours, confirmée par son élection à la tête de SYN en 2008, à 33 ans.

Le contexte de crise a fonctionné comme un catalyseur de cette stratégie. La participation massive des citoyens aux mouvements de contestation qui ont suivi les premier et deuxième mémorandums, ainsi qu'au mouvement des Indignés, ont constitué un terrain fertile pour la pénétration de Syriza dans d'importantes couches de la société grecque. Bien que la direction du parti n'eût pas à l'époque de stratégie d'alliance explicite, elle s'est progressivement positionnée dans un espace délimité par le clivage pro ou anti-mémorandum, dépassant le traditionnel clivage gauche-droite. Jusqu'en mai 2012, lorsqu'il reçoit un mandat exploratoire pour constituer le gouvernement, Syriza militait pour un gouvernement incluant différentes forces de gauche, ce qui s'est symboliquement matérialisé par des discussions aussi avec des partis extérieurs au parlement (Antarsya, Kisy, Les Verts) et des représentants du monde économique. Le passage du concept de « gouvernement de la gauche » à celui de « gouvernement de tous les Grecs autour de Syriza » s'est fait progressivement après les élections de 2012. De 2010 à 2015, dans le cadre d'une stratégie de différenciation vis-à-vis des partis qui avaient soutenu les mesures d'austérité, Syriza s'est appuyé sur une série de personnes ayant protesté contre des décisions prises par leur parti (*voice*), ou qui l'avaient quitté (*exit*), majoritairement du Pasok et dans une moindre mesure de Dimar et des Grecs indépendants (Anel) un peu plus tard.

Les contacts avec Anel ont conduit à la constitution d'une coalition après

les élections de janvier 2015. Cette alliance contre nature entre un parti de la gauche radicale et un autre considéré par certains comme d'extrême droite est un exemple de coalition entre partis qui entretiennent des opinions politiques proches sur un sujet politique précis (*smallest policy distance criterion*) – en l'occurrence le rejet du mémorandum – malgré des divergences fondamentales au sujet de l'immigration, des droits de l'homme ou des minorités. Elle ne se fonde pas sur un accord programmatique substantiel, mais sur l'opposition au mémorandum, à l'austérité, et en partie à l'UE. En collaborant avec le parti national-populiste, xénophobe et complotiste des Anel, Syriza a fait le choix d'exprimer avec insistance et fermeté le fait que la négociation avec les partenaires constituait une priorité. Enfin, la coalition qui en a résulté doit être comprise au travers de la théorie de coalition minimale gagnante (*minimal winning coalition*): sur la base de l'arithmétique électorale, Syriza a choisi la coalition exigeant le moins de ressources possibles, c'est-à-dire ici avec le parti lui permettant autant que possible de s'approcher du gouvernement d'un seul parti (*single party government*), afin de bénéficier de l'autonomie la plus importante possible.

Programme et discours politique

Des changements sont également à noter dans le programme du parti. Syriza était parmi les partis post-communistes les plus avancés en matière de mesures qualifiées de post-matérialistes¹⁶ durant les années 1990. Ce posi-

tionnement n'apportant pas de succès électoral notable, des revendications matérialistes sont redevenues centrales à partir de 2000. L'objectif était de toucher deux groupes ouvriers émergents : les jeunes (la « génération des 700 euros ») et les travailleurs précaires. Peu à peu, c'est un agenda anti-néolibéral et anticapitaliste qui s'est imposé tout au long des années 2000, alors que Syriza s'est rapproché du mouvement altermondialiste. Ainsi, à l'aube de la crise, Syriza était devenu une force post-communiste contestataire, sans beaucoup de profondeur programmatique. Le flou idéologique a facilité la construction du *leadership*, puisqu'il permettait la fédération de différentes traditions de la gauche radicale.

La crise économique et la proximité du pouvoir ont accéléré le mouvement et amené le parti à élaborer son identité et sa stratégie. Sans abandonner complètement la posture marxisante et son radicalisme, Syriza a développé une tactique assez composite, dont nous n'évoquerons que les deux composantes les plus importantes.

Encadré par différents cadres et économistes, c'est avant tout autour du problème de la dette publique et de la place de la Grèce dans la zone euro que se structure le débat interne. Bien que la majorité du parti ait adopté une posture pro-européenne mais critique vis-à-vis de Bruxelles et de « la prédominance allemande en Europe », une minorité importante se positionne en faveur du retrait de la Grèce de la zone euro, nourrissant de manière permanente la division et la tension dans la

valeurs post-matérialistes au Syriza », dans Konstantinidis I., Marantzidis N., Pappas T. (dir.) *Partis et politiques en Grèce*, Athènes : Kritiki, 2009, pp. 271-305.

16. Tsakatika M., Xezonakis G., Bistis A., « Rénovation du personnel politique et

vie interne du parti. Syriza est progressivement passé de « l'éradication du mémorandum » et de sa « suppression avec une seule loi » à une position favorable à la négociation avec les partenaires. La position initiale visant à supprimer la dette de façon unilatérale s'est transformée en suppression conditionnée à un accord avec les créanciers, sur le modèle allemand de 1953. Syriza promet parallèlement de poursuivre les personnalités politiques responsables de l'aggravation de la situation économique ayant conduit au mémorandum. Un « audit de la dette » a été lancé. Une importante partie du programme fait référence à la lutte contre la pauvreté, qualifiée de « crise humanitaire ». On trouve parmi les mesures les plus importantes la réembauche des fonctionnaires licenciés pendant la crise, la baisse des taxes, la suppression de l'impôt sur le patrimoine immobilier introduit durant la crise, l'augmentation du salaire minimum, des pensions des retraités les plus pauvres, de l'allocation chômage, la régulation et/ou la suppression des « prêts toxiques », ainsi qu'une série de mesures pour le redémarrage de l'économie. Même si certaines propositions du parti à la veille des élections de 2015 renvoyaient au réformisme de la vieille social-démocratie¹⁷, l'étatisme et la protection des intérêts du micro-capitalisme grec ont éloigné le parti du cadre de réformes proposé par les créanciers et partenaires européens.

Syriza a par ailleurs pris de la distance par rapport au prisme de la lutte des classes. Il s'est approprié et a

façonné le récit populiste dominant du « peuple résistant et opprimé » et de la « nation soumise, colonisée par les créanciers et la dette ». La lutte contre le mémorandum fonctionne comme matrice donnant naissance à d'importantes divisions mais permettant de nouvelles convergences avec des groupes sociaux, des électeurs et des forces politiques qui étaient jusque-là hostiles à Syriza. Le parti revendique par ailleurs le remboursement du prêt obligatoire consenti à l'occupant allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale et les réparations de guerre. La polarisation, le discours anti-allemand, ainsi qu'une stratégie « attrape-tout » à l'adresse du corps électoral constituent les recettes principales d'une politique de communication réussie qui a trouvé un terrain fertile dans la radicalisation d'une partie de la population et dans les mouvements de contestation.

Dans la foulée de la crise économique, Syriza a dû « se réinventer » tant sur le plan organisationnel que sur le plan idéologique et stratégique. Loin des partis cherchant à trouver des formes de participation plus inclusives, des procédures innovantes, Syriza est passé de la contestation au *mainstream* politique, des composantes alternatives à l'organisation partisane classique, de la rhétorique de la désobéissance et de la révolte à la victoire électorale et la réforme de l'État. Sans pour autant renier sa nature radicale, c'est au travers du discours de l'incarnation des intérêts du peuple contre ceux des élites politiques et autres qu'il s'adresse à son auditoire et parvient à recueillir des voix de la quasi-totalité du spectre politique.

Syriza est appelé à gérer un équilibre difficile : en choisissant Syriza, les élec-

17. Moschonas G., « Le Premier ministre grec veut inventer la social-démocratie radicale », *Le Monde*, 29.01.2015.

teurs lui ont confié le mandat de mettre fin au mémorandum et aux mesures d'austérité, tout en maintenant la Grèce au sein de la zone euro et de l'UE. Cette équation est extrêmement difficile à résoudre, la coalition dominante du parti se devant de concilier deux dynamiques opposées : celle de l'aile radicale qui milite pour la rupture avec l'UE et celle des partenaires européens, intransigeants sur la nécessité de procéder à des réformes structurelles. Son sort va dépendre de la manière dont il parviendra à concilier des intérêts contradictoires qui semblent ici correspondre à des visions du monde diamétralement opposées. ■